

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Grenville-Carleton (M. Baker) invoque le Règlement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas du tout l'intention de plaisanter comme pourrait le craindre le député d'Ottawa-Centre (M. Poulin). Les jours réservés à l'opposition et lorsqu'il y a débat, on s'arrange d'habitude pour qu'il y ait à la Chambre au moins deux ministres du cabinet. Il n'y en a aucun en ce moment. J'en vois justement un qui arrive. J'espère que le secrétaire parlementaire s'arrangera pour que nous ayons suffisamment de ministres à la Chambre comme le veulent nos traditions.

M. Goodale: Monsieur l'Orateur, au sujet de ce même rappel au Règlement, le leader à la Chambre du parti conservateur a certainement remarqué qu'au cours du présent débat qui dure depuis environ 45 minutes, divers membres du cabinet ont écouté les discours prononcés jusqu'à présent. Les ministres continueront à se relayer tout au long de l'après-midi pour écouter ce qui se passe ici.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, j'espère que vous réduirez ces interruptions de mon temps de parole. A vrai dire, je n'étais pas tellement mécontent de l'absence des ministres pendant le discours du député de York-Simcoe car vu la confusion qui règne dans leur esprit, je ne pense pas que ces commentaires les auraient particulièrement éclairés. Donc, je m'arrangerai bientôt pour les éclairer quelque peu.

Je disais qu'à mon avis nous nous dirigeons vers un système de libre-échange. Quand le député de York-Simcoe déclare qu'il n'y a pas de processus de consultation dans notre pays à propos des questions de commerce international, je pense qu'il ne tient pas totalement compte de l'importance énorme que l'on accorde actuellement dans les milieux du gouvernement à ce processus de consultation quand il s'agit de savoir s'il ne faut faire commerce qu'avec les États-Unis. C'est là l'autre idée que je veux développer, idée indépendante de la notion de libre-échange. Un système de libre-échange avec les États-Unis revient à ne faire commerce qu'avec les États-Unis. Si nous établissons un système de libre-échange avec les États-Unis seulement, nous nous isolerions presque totalement du reste du monde, comme l'indiquent certains accords de libre-échange particuliers qui ont été conclus entre le Canada et les États-Unis.

Si l'on regarde la composition de certains organismes et comités chez nous, comme le comité Canada-États-Unis, le comité C.D.-Howe, le Conseil économique, on constate que la représentation du monde du travail n'est que symbolique. Ces comités sont essentiellement composés des chefs de l'industrie, ceux qui dirigent les grandes entreprises dans notre pays. Ces personnes donnent en permanence des conseils au gouvernement et sont constamment favorables à un renforcement du système de libre-échange. Je ne m'opposerais pas au système de libre-échange si les industries et les sociétés canadiennes étaient indépendantes, si notre industrie était forte, si elle était purement canadienne. Toutefois, notre pays vient au premier rang dans le monde en ce qui concerne la participation étrangère. Les décisions concernant nombre de nos entreprises nous viennent de l'autre côté de la frontière.

Par conséquent, que voulons-nous dire quand nous parlons de libre-échange? Nous pouvons nous arrêter sur un certain

Politique commerciale du Canada

nombre d'exemples afin de voir quelles sont les conséquences possibles d'un système de libre-échange. On nous dit que le prix de certaines denrées va baisser; cela est vrai. Qu'en est-il cependant de la principale préoccupation des Canadiens, à savoir les possibilités de trouver un emploi utile ou un emploi pour tout dire. Il importe à ce sujet d'examiner un certain nombre de questions. Dans le domaine de la construction du matériel agricole, le système de libre-échange est en vigueur depuis longtemps. Quelles en ont été les conséquences? Est-ce qu'on a pu créer un plus grand nombre d'emplois au Canada? Est-ce que des usines à haute technologie se sont implantées dans notre pays? Je parle de sociétés canadiennes comme Massey-Ferguson. En fait, toutes les nouvelles usines ont été concentrées aux États-Unis et il ne reste au Canada que celles où l'on doit faire appel à une main-d'œuvre importante.

Il y a quelques années, alors qu'un conflit de travail avait éclaté dans ses usines, la société Massey-Ferguson a en quelque sorte affronté les Canadiens disant que la seule raison pour laquelle elle maintenait certaines de ses installations au Canada c'était que les salaires canadiens étaient inférieurs aux salaires américains. Toutes les usines automatisées et les usines à haute technologie furent installées aux États-Unis et c'est là que l'on fabriqua les nouveaux tracteurs. Les usines de montage de tracteurs et de moissonneuses-batteuses qui demandent une main-d'œuvre importante, restèrent au Canada. La société a alors déclaré que si les travailleurs canadiens revendiquaient la parité salariale avec les travailleurs américains, elle n'aurait plus de raison de garder ses usines au Canada. Il me semble donc que le libre-échange signifie inévitablement que nous devons accepter au Canada un niveau de vie continuellement plus bas qu'aux États-Unis pour la majorité de nos gens.

Le libre-échange signifie aussi que, quand un pays comme le Canada, qui a eu tendance au cours des années à se faire exportateur et exploitant de ressources naturelles, face aussi à un pays comme les États-Unis, qui jouit d'une industrie de fabrication très perfectionnée, notre commerce consistera à leur vendre des matières premières pour leurs produits manufacturés, mais à un rythme accéléré. Le commerce en soi n'est pas nécessairement une bonne chose. Une mauvaise transaction n'est manifestement pas une bonne affaire. Toute l'idée du commerce est d'en retirer un certain avantage.

Quand on échange des matières premières irremplaçables, comme nous l'avons fait par le passé dans le cas du gaz, du pétrole, du minerai de fer et du cuivre, ces produits deviennent plus rares et coûtent beaucoup plus cher qu'il n'en serait autrement. Je ne blame pas les États-Unis à ce sujet, pas plus que je ne leur en veut. Ils poursuivent leurs meilleurs intérêts et ils s'attendent qu'en gens intelligents nous fassions de même. Ils ont toutefois besoin de nos matières premières. Ils n'ont pas besoin de nos produits ouvrés. Si nos deux pays s'associaient dans une entente de libre-échange, il faudrait qu'il y ait des garanties très complètes. Il est bien clair que les États-Unis n'ont pas l'intention de conclure éventuellement avec le Canada le moindre accord de libre-échange qui incluerait même les garanties limitées qui existent actuellement dans l'accord sur l'automobile que nous avons conclu avec eux; ils l'ont indiqué bien clairement. Il n'y aura plus de garanties. Si nous concluons le moindre accord commercial avec les États-Unis, nous devons nous en passer.